

Notre SANTÉ vaut + que tout l'or du monde !

Mardi 7 mars à 14 h

**avec les professionnels de santé
faisons entendre notre volonté
d'être bien soignés !**

Tout ce qui touche à l'humain disparaît. On ne nous parle que de chiffres, gestion financière, restrictions budgétaires, sacrifices, ...

Un constat accablant

Les politiques de santé mises en place ces dernières années par les gouvernements successifs (comme le plan JUPPE, la loi BACHELOT et la loi TOURAINE...) ont mis à mal les secteurs de la Santé, du social et du médico-social.

Le vieillissement de la population, les problématiques sociales, psychologiques, mentales et de santé, plus complexes dans leur prise en charge, ne sont pas prises en compte.

Les difficultés que vivent les professionnels de la santé et du social, sont multiples, quotidiennes, angoissantes : violence, souffrance, maladies, dépressions, épuisement, burn-out, accident du travail, etc. Ils sont confrontés à une gestion managériale d'entreprise privée, qui conduit inévitablement à une exigence de rentabilité qui broie tout.

La triste réalité des hôpitaux et services d'hébergement :

Réductions de personnel : 2 soignants pour 25 patients. C'est 20 minutes pour vos soins, votre confort et votre écoute. C'est votre toilette faite un jour sur 2. C'est 20 secondes pour parler de votre santé.

Suppressions de lits : on réduit le temps d'hospitalisation quitte à renvoyer au domicile prématurément et transférer la charge de la santé sur les proches.

Fermetures de services, fusions et fermetures d'hôpitaux : Ce sont des difficultés et des trajets plus longs pour trouver le spécialiste dont on a besoin, mais aussi des délais plus longs pour obtenir les rendez-vous.

Economies sur le matériel : c'est amener ses médicaments à l'hôpital comme on amènerait son steak au restaurant ! C'est la baisse de dotation en matériel: vous n'êtes pas sûr d'avoir une couverture ou un oreiller. C'est la suppression de certains repas, comme le goûter.



Soutien de la création de cliniques privées, parfois au sein même de l'hôpital, en même temps que l'on ferme des services publics : c'est la marchandisation de notre santé (frais non remboursés par la sécu, dépassement d'honoraires...). C'est la santé à 2 vitesses : plus vous êtes riche, plus vite vous êtes pris en charge. C'est le début de

la fin de la sécurité sociale et du droit à la santé pour tous.

Agents maltraités, sous-payés, précarisés : Ce sont des situations de plus en plus fréquentes d'épuisement, de burn-out, voire même de suicides.

**Comment nous soigner
correctement,
avec des soignants
au bout du rouleau ?**

Nous allons droit vers la privatisation des hôpitaux. Sommes-nous prêts à payer toujours plus pour nous soigner ? En avons-nous les moyens ? Doit-on enrichir les grands groupes sur le dos de notre santé ? L'avenir angosse mais il faut combattre la déshumanisation galopante de nos hôpitaux.

Un manque de généralistes criant !

Qui n'a pas entendu cette remarque souvent sur un ton angossé : « *je n'ai plus de médecin !* ». Remarque souvent suivie de l'énumération des difficultés rencontrées pour en trouver un nouveau. Difficultés d'autant plus stressantes si l'état de santé demande un suivi médical...

Cette baisse du nombre de généralistes arrive au moment où la population vieillit. Le nombre de personnes âgées de plus de 85 ans est passé de 2% à 5% entre 2007 et 2015. A cet âge les difficultés pour se déplacer sont réelles d'où la nécessité de généralistes en tout point du territoire.

Le décalage entre le besoin de se tourner vers les spécialistes et la pénurie de généralistes conduit à s'adresser directement au spécialiste en l'absence de médecin traitant. Sauf exception, on est pénalisé lors du remboursement des soins. Ne devrait-on pas supprimer la pénalité lors du remboursement ?

Créons ensemble les conditions pour que, en tout point du territoire, chacun puisse disposer d'un médecin traitant dans un périmètre raisonnable.

Des aides de vie sociale asphyxiées !

Lien essentiel, parfois seul contact humain de la journée, elles accompagnent des personnes en situation de fragilité, des personnes âgées en perte d'autonomie.

Souvent des femmes, qui élèvent seules leurs enfants, elles perçoivent 972 € par mois pour un équivalent temps plein. Or, 79 % d'entre elles exercent à temps partiel. Avec, une amplitude horaire de 10 à 12 h et, parfois, du travail de nuit. Leur dernière augmentation de salaire en

2014 était de... 1 % ! A la retraite, au mieux, elles auront 900 € par mois.

Des dépassements d'honoraires insupportables.

Beaucoup d'assurés se sentent coupables d'essayer de négocier le montant, révélant ainsi leurs difficultés financières.

Trop remettent à plus tard ou font l'impasse sur un soin ou une opération pourtant nécessaires

Des praticiens, loin de ces souffrances, laissent même à leur secrétaire le soin d'annoncer la somme à régler !

Nous sommes tous des êtres humains et devons exiger d'être traités et soignés comme tels. Des évolutions sont

nécessaires mais pas celles de remettre en cause l'accès aux soins pour tous ! Il est grand temps que nous reprenions nos affaires en main, que les choses changent !

**Nous,
patients,**

ne sommes pas des clients !

Les soignants

ne sont pas des robots !

Refusons que notre système de santé soit bradé, dilapidé au profit de quelques-uns. Obligeons nos gouvernements à cesser cette casse. Ne laissons pas détruire notre système de santé que nos aînés ont obtenu par la lutte !

La création de la Sécu reposait sur un principe majeur de solidarité : chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. Aujourd'hui, les politiques menées remettent en cause ce principe fondamental !

**C'est TOUS ENSEMBLE,
usagers avec nos familles
et personnels de santé
que nous arriverons**

**gagner une meilleure utilisation
de nos cotisations sociales !**

Faisons-nous entendre !

RASSEMBLEMENT UNITAIRE

Place de l'Hôtel de ville d'AMIENS

MARDI 7 MARS à 14h